



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Croissance

Question au Gouvernement n° 1702

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gerard Saumade.

M. Gerard Saumade. Monsieur le ministre delegue au budget, les ponctions fiscales et les augmentations de prelevements obligatoires lancees par le Gouvernement a l'automne dernier, loin de se traduire par une reduction des deficits publics, se sont soldees par une baisse de la consommation, donc des rentrees fiscales en termes de TVA, et, finalement, par un echec: recul de l'expansion, maintien des deficits, aggravation des difficultes pour les citoyens et pour l'Etat.

Au-dela des analyses sophistiquees, on sait bien - c'est le sens commun - qu'il est impossible a une nation de s'enrichir en freinant la consommation.

Aujourd'hui, le Premier ministre nous annonce une baisse progressive des impots sur cinq ans, ce qui, arithmetiquement, provoquera d'abord une diminution des recettes publiques et probablement accroitra le deficit. En tout etat de cause, la diminution des depenses de l'Etat se traduira, quel que soit le destin de ces promesses, par une reduction de la demande globale, qui n'a que peu de chances d'etre compensee par une baisse des impots.

Il s'agit par consequent d'une politique deflationniste, qui continue a etre dominee par l'obsession monetaire: la parite franc-mark et les fameuses «convergences». («C'est vrai!» sur plusieurs bancs du groupe Republique et Liberte et du groupe socialiste.)

Du coup, et en depot des declarations les plus officielles, l'emploi n'est pas considere comme la priorite qui avait ete annoncee, mais comme un simple solde, que l'on s'efforce de rendre acceptable par une politique sociale de plus en plus onereuse alors meme qu'elle est de moins en moins efficace.

Monsieur le ministre, nous marchons sur la tete! (Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Republique et Liberte et du groupe socialiste.)

Ne pensez-vous pas qu'il est temps que nous nous remettions sur les pieds et que nous rompions avec le monetarisme en relancant l'economie a la fois par l'investissement et l'accroissement de la consommation, et en faisant jouer a l'Etat son role essentiel d'entrainement de la croissance economique, ce qui a ete au cours des ages une veritable specificite francaise?

Allez-vous enfin abandonner cette pensee unique qui nous entraine ineluctablement a nous aligner sur le modele americain, avec les consequences sociales que l'on sait?

M. Patrick Ollier. La question!

M. Gerard Saumade. Comme l'ecrivait un commentateur americain dans un recent editorial du Los Angeles Times, n'y a-t-il de chance de changer les choses que dans le caractere indocile du peuple francais?

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Republique et Liberte et du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est à M. le ministre delegue au budget, porte-parole du Gouvernement.

M. Alain Lamassoure, ministre delegue au budget, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le depute, je ne sais si, comme vous l'avez affirme, vous marchez sur la tete. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Republique et Liberte et du groupe socialiste. - Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. Andre santini. Si, Si! (Rires.)

M. le ministre delegue au budget. ... mais je tiens a rappeler les resultats enregistres au cours du premier

trimestre par la politique économique du Gouvernement, soutenu par sa majorité.

Après une période de ralentissement, nous connaissons, en ce printemps, la reprise (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste), avec une augmentation de la production industrielle, de la consommation et des exportations, avec une croissance très forte - et qui va être durable - des investissements, grâce notamment à la baisse des taux d'intérêt, avec enfin, pour le deuxième mois consécutif, une diminution du nombre des demandeurs d'emploi.

Il est maintenant proposé de consolider durablement ces acquis, de manière que la France retrouve une croissance forte et saine.

C'est pour cette raison que nous proposerons au Parlement, ainsi que je l'ai indiqué tout à l'heure, de maîtriser les dépenses publiques et de réduire l'impôt chaque fois que ce sera possible. Nous verrons alors si l'opposition socialiste est favorable à une baisse ou à une augmentation des impôts ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Gérard Saumade.

M. Gérard Saumade. Monsieur le ministre délégué au budget, les ponctions fiscales et les augmentations de prélèvements obligatoires lancées par le Gouvernement à l'automne dernier, loin de se traduire par une réduction des déficits publics, se sont soldées par une baisse de la consommation, donc des rentrées fiscales en termes de TVA, et, finalement, par un échec: recul de l'expansion, maintien des déficits, aggravation des difficultés pour les citoyens et pour l'État.

Au-delà des analyses sophistiquées, on sait bien - c'est le sens commun - qu'il est impossible à une nation de s'enrichir en freinant la consommation.

Aujourd'hui, le Premier ministre nous annonce une baisse progressive des impôts sur cinq ans, ce qui, arithmétiquement, provoquera d'abord une diminution des recettes publiques et probablement accroîtra le déficit. En tout état de cause, la diminution des dépenses de l'État se traduira, quel que soit le destin de ces promesses, par une réduction de la demande globale, qui n'a que peu de chances d'être compensée par une baisse des impôts.

Il s'agit par conséquent d'une politique déflationniste, qui continue à être dominée par l'obsession monétaire: la parité franc-mark et les fameuses «convergences». («C'est vrai!» sur plusieurs bancs du groupe République et Liberté et du groupe socialiste.)

Du coup, et en dépit des déclarations les plus officielles, l'emploi n'est pas considéré comme la priorité qui avait été annoncée, mais comme un simple solde, que l'on s'efforce de rendre acceptable par une politique sociale de plus en plus onéreuse alors même qu'elle est de moins en moins efficace.

Monsieur le ministre, nous marchons sur la tête ! (Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe République et Liberté et du groupe socialiste.)

Ne pensez-vous pas qu'il est temps que nous nous remettons sur les pieds et que nous rompions avec le monétarisme en relançant l'économie à la fois par l'investissement et l'accroissement de la consommation, et en faisant jouer à l'État son rôle essentiel d'entraînement de la croissance économique, ce qui a été au cours des années une véritable spécificité française ?

Allez-vous enfin abandonner cette pensée unique qui nous entraîne inéluctablement à nous aligner sur le modèle américain, avec les conséquences sociales que l'on sait ?

M. Patrick Ollier. La question !

M. Gérard Saumade. Comme l'écrivait un commentateur américain dans un récent éditorial du Los Angeles Times, n'y a-t-il de chance de changer les choses que dans le caractère indocile du peuple français ?

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe République et Liberté et du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement.

M. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, je ne sais si, comme vous l'avez affirmé, vous marchez sur la tête. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe République et Liberté et du groupe socialiste. - Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Andre santini. Si, Si ! (Rires.)

M. le ministre delegue au budget. ... mais je tiens a rappeler les resultats enregistres au cours du premier trimestre par la politique economique du Gouvernement, soutenu par sa majorite.

Après une période de ralentissement, nous connaissons, en ce printemps, la reprise (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste), avec une augmentation de la production industrielle, de la consommation et des exportations, avec une croissance très forte - et qui va être durable - des investissements, grâce notamment à la baisse des taux d'intérêt, avec enfin, pour le deuxième mois consécutif, une diminution du nombre des demandeurs d'emploi.

Il est maintenant proposé de consolider durablement ces acquis, de manière que la France retrouve une croissance forte et saine.

C'est pour cette raison que nous proposerons au Parlement, ainsi que je l'ai indiqué tout à l'heure, de maîtriser les dépenses publiques et de réduire l'impôt chaque fois que ce sera possible. Nous verrons alors si l'opposition socialiste est favorable à une baisse ou à une augmentation des impôts ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Données clés

Auteur : [M. Saumade Gérard](#)

Circonscription : - RL

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1702

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 juin 1996, page 3849

Réponse publiée le : 6 juin 1996, page 3849

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 juin 1996